

- 30 000 emplois sont créés au Canada et 6 000 entreprises canadiennes obtiennent des marchés de biens et services à cause de l'APD.
- À cet égard, l'Albert se tire bien d'affaires. Avec 9,3 % de la population du Canada et 10,5 % du PNB, elle a reçu 14,3 % des dépenses effectuées au Canada en 1988-1989 au titre de l'aide.
- Dans l'ensemble, l'Ouest du Canada a une participation enviable, recevant 38 % des débours au titre de l'APD avec 29 % de la population et du PNB du Canada
- À elle seule, l'aide alimentaire que distribue l'ACDI appuie l'activité de l'équivalent de 5 000 fermes de taille moyenne au Canada. Plus de 20 % du budget total de l'aide alimentaire représentent des denrées provenant de l'Alberta.

Bien sûr, il ne faut pas prétendre que l'APD équivaut à un programme de création d'emplois pour les Canadiens. Il y aurait des façons plus efficaces de s'y prendre si l'on voulait donner cette vocation à l'APD. Néanmoins, nous ne pouvons pas dire que cette aide accordée à l'étranger ne nous rapporte rien. Elle crée des emplois au Canada aujourd'hui même.

Je ne prétendrai pas non plus que l'APD ne présente aucun risque. Ni que nous ne nous sommes jamais trompés. Les risques sont élevés et il y a eu des échecs. Il s'agit de capitaux à risque engagés sur le plan mondial. Il y a des pertes - comme c'est le cas lorsqu'un forage pétrolier n'aboutit à rien. Où lorsque les chercheurs de grains hybrides se retrouvent dans un cul-de-sac génétique.

Il est vrai que l'ACDI a commis des erreurs. Mais nous avons tiré des leçons de ces erreurs. Par exemple, l'ACDI met maintenant l'accent sur le perfectionnement des ressources humaines dans sa stratégie d'aide. Les pays ne se développeront que si leurs habitants développent leurs connaissances. Et l'effet multiplicateur d'une telle aide est formidable, car ceux qui ont reçu une formation s'occupent de la formation des autres.

La lenteur, la frustration et le risque ne devraient pas nous faire renoncer à relever le défi honorable que représente l'aide publique au développement. Pas plus qu'ils n'ont fait reculer les Canadiens qui ont eu le courage d'investir dans la voie maritime du Saint-Laurent, ou dans le réseau ferroviaire national ou dans le système de télécommunications par satellite du Canada. Pas plus qu'ils n'ont découragé les chercheurs et les scientifiques qui ont continué à croire en une technologie mise au point dans les années 1920 et qui en ont fait le projet Syncrude que nous connaissons aujourd'hui.